

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail



Ministère de l'Agriculture

**RAPPORT MISSION CONJOINTE CILSS/FAO/FEWS-
NET/GOUVERNEMENT D'EVALUATION PRELIMINAIRE
DE LA CAMPAGNE AGRICOLE ET DE LA SITUATION
ALIMENTAIRE 2009/2010**

Equipe : MM. Amadou Mactar KONATE CILSS/SE
Abdoulaye SALEY MOUSSA CILSS/INSAH
André AFFRO FAO/TCO
Kouamé Koffi GABRIEL DSDI/MINAGRI
Franck DJEA DSDI/MINAGRI

Octobre 2009

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iii
RESUME.....	iv
INTRODUCTION.....	1
I. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010	2
1.1. Situation pluviométrique	2
2.2. Situation hydrologique	5
2.3. Situation des cultures	5
2.4. Situation phytosanitaire	7
2.5. Situation des pâturages et du bétail.....	8
II. PREVISIONS DE LA PRODUCTION AGRICOLE 2009-2010	9
2.1. Méthodologie	9
2.2. Evaluation de la production végétale	9
2.3. Evaluations des productions animales et ressources halieutiques	11
III. ELEMENTS DU BILAN ALIMENTAIRE	11
3.1. Population	11
3.2. Production disponible.....	11
3.3. Importations commerciales et aides alimentaires	12
3.4. Stocks	12
3.5. Besoins alimentaires	12
3.6. Bilan alimentaire prévisionnel 2009/2010.....	12
3.6.1. Principaux produits retenus	13
3.6.2. Bilans alimentaires prévisionnels 2009/2010.....	13
IV. SITUATION ALIMENTAIRE ET ZONES A RISQUE	15
4.1. Situation alimentaire	15
4.2. Situation des marchés (évolution des prix).....	15
4.3 Situation nutritionnelle.....	17
V. IDENTIFICATION DES ZONES A RISQUE.....	17
5.1. Situation des inondations et autres dégâts	17
5.2. Identification des zones à risque et populations vulnérables	17
5.2.1 . Identification des zones à risque	17
5.2.2. Populations vulnérables.....	20
5.2.3. Programmes d'atténuation	21
CONCLUSION	22
RECOMMANDATIONS.....	22
ANNEXES	23

REMERCIEMENTS

L'Etat de Côte d'Ivoire remercie tous les organismes qui ont contribué à la rédaction de ce rapport. Ce sont :

- Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS et INSAH)
- L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
- Le Programme Alimentaire Mondial (PAM)
- Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
- La Coordination et les membres du groupe sectoriel sécurité alimentaire et nutrition

Nous exprimons notre gratitude à tous les ministères qui ont accepté de fournir des documents où informations utiles à l'évaluation de la campagne agricole. Il s'agit des Ministères suivants :

- Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement;
- Ministère de l'Agriculture;
- Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques;
- Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts;
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique;

Notre reconnaissance s'adresse également aux responsables des structures à savoir

- Le Directeur Général de la Planification, du Contrôle des projets et des Statistiques;
- Le Directeur Général des productions et de la Diversification;
- Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique;
- Le Directeur Général de la Production Animale et de la Planification;
- Le Directeur Général de la Planification du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement ;
- Le Directeur Général de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural;
- Le Directeur Général de l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers;
- Le Président de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles
- Le Directeur du Centre National de recherche Agronomique
- Le Directeur du Programme National Riz;
- Le Directeur des Statistiques du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts;
- La Directrice du Programme National de Nutrition.
- Le Directeur de la Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique
- Le Directeur de l'Abattoir de PORT BOUET
- Le Président de la Confédération des Filières Nationales bétails et viandes
- Le directeur Régional de l'Agriculture d'Agboville

Nos félicitations vont enfin aux agents de la Cellule Technique de rédaction du dit rapport de la DSDI, aux représentants des différentes directions et à tous les paysans qui ont participé activement aux travaux d'évaluation de la campagne agricole.

**Le Directeur des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
SOGODOGO Alassane**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANADER	Agence National d'Appui au Développement Rural
ANOPACI	Association Nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire
APROMAC	Association des Producteurs et Manufacturiers de Caoutchouc
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-états de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel
DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
EASA	Evaluation Approfondie de la Sécurité Alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FEWS-NET	Famine Early Warning System Network
INS	Institut National de la Statistique
IPC	Integrated Phase Classification
IPG	Insuffisance Pondérale Globale
MAG	Malnutrition Aigue Globale
MCG	Malnutrition Chronique Globale
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
OCAB	Organisation Centrale des producteurs-exportateurs d'ananas et de banane de Côte d'Ivoire
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNN	Programme National de Nutrition
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SODEXAM	Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique
SAP	Système d'Alerte Précoce
SMART	Simple Modular Architecture Research Tool
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristique des zones agro-écologiques.....	6
Tableau 2: Stade de développement des cultures	7
Tableau 3 : Productions agricoles prévisionnelles	10
Tableau 4 : Productions animales et halieutiques	11
Tableau 5: Bilans alimentaires prévisionnels 2009.....	14

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution de la pluviométrie dans différents postes d'observations	4
Figure 2 : Carte des zones agro-climatiques de la Cote d'Ivoire (Source PDI 2003).....	6
Figure 3 : Evolution des prix sur différents marchés	16
Figure 4 : Zones à risque (IPC 2009)	18

RESUME

Une mission constituée du CILSS, la FAO, FEWS-NET, le PAM et le gouvernement de Côte d'Ivoire a réalisé une évaluation de la campagne agricole et de la situation alimentaire et nutritionnelle de la Côte d'Ivoire du 19 au 24 Octobre 2009. La mission, en plus de la visite de terrain, a rencontré les différentes structures étatiques chargées du suivi de la campagne agro-sylvo-pastorale et les partenaires techniques impliqués dans le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est ressorti que :

- La pluviométrie au cours de l'année 2009 (de Janvier à Septembre) est inférieure à celle de 2008, mais très proche de la normale (1971-2000). Cependant des déficits pluviométriques enregistrés en début de saison (Mars) par endroits (Korhogo), ont occasionné des retards de semis ;
- Une amélioration de l'accès aux semences et de la sécurité foncière ;
- Une situation phytosanitaire qui était relativement calme s'est dégradée en début Octobre avec des attaques de chenilles défoliatrices signalées dans les régions du Nord. Des études sont en cours en vue d'identifier le type de chenille et l'ampleur de l'infestation ;
- Les pâturages essentiellement naturels sont en général bien développés dans la partie Centre et Nord du pays. Mais On note, une dégradation des ouvrages pastoraux (barrages), un rétrécissement des couloirs de passage (transhumance) suite à l'extension des zones de cultures et des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

L'évaluation de la production végétale sur la base des estimations montre que la production vivrière est estimée à 10 920 466 tonnes (2009), contre 11 982 378 tonnes en 2008 (déficit vivrier de 9%). Ce déficit est essentiellement dû à une baisse de la production des racines, tubercules et plantain (-10,63%) et à la production céréalière qui connaît une hausse de 1,14%. Le Bilan alimentaire prévisionnel issue de ces chiffres présente une disponibilité en Kcal/personne/jour de 2723 en 2009 contre 2756 en 2008 (soit un écart de -1,2%).

La situation alimentaire reste relativement bonne dans le Sud, le Centre et l'Est où les moyens d'existence sont restés stables. La situation nutritionnelle défavorable observée est surtout liée à l'état sanitaire des populations qui voient leur pouvoir d'achat s'effriter de jour en jour surtout dans les régions du Nord et des Montagnes (Enquête nutritionnelle SMART, 2009). En effet, sur les marchés, les prix maintiennent leur niveau élevé avec des variations d'un marché à un autre et au cours de l'année.

Les ménages ruraux en insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire sont évalués à 12,6% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire dont 2,5% sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère et 10,1% dans une situation d'insécurité alimentaire modérée.

Au terme de ses travaux, la mission a recommandé une amélioration des statistiques agricoles par la mise en place d'un dispositif opérationnel d'enquête agricole, la mise en place du système d'alerte précoce (SAP) et d'un dispositif de surveillance des ennemis des cultures et autres calamités naturelles.

INTRODUCTION

Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) en collaboration avec la FAO, FEWS-NET, le PAM et les gouvernements des pays membres du CILSS et de la CEDEAO (depuis 2006) réalise chaque année des missions dans le cadre du suivi de la campagne agricole et de la situation alimentaire et nutritionnelle. Les objectifs de ces missions sont de:

1. Faire le point sur le déroulement de la campagne 2009/2010 à travers la collecte et l'analyse d'informations sur les situations agrométéorologique, phytosanitaire et pastorale ;
2. Evaluer directement l'état des cultures pendant ou juste avant les récoltes ;
3. Effectuer un examen approfondi des informations disponibles concernant les superficies cultivées, les rendements agricoles, les productions totales agricoles à travers les résultats de l'enquête agricole ;
4. Collecter toutes les données disponibles sur le fonctionnement des marchés agricoles et à bétail et les niveaux des prix observés ;
5. Collecter toutes autres informations nécessaires pour évaluer la situation alimentaire du pays et pour identifier les zones à risque conjoncturel et les populations vulnérables;
6. Collecter les informations pour l'établissement des bilans céréaliers et alimentaires prévisionnels 2009/2010 et ex-post 2008/2009.

La mission effectuée en Côte d'Ivoire du 19 au 24 Octobre 2009 a rencontré les différentes structures étatiques chargées du suivi de la campagne agro-sylvo-pastorale et les partenaires techniques (liste des structures et personnes rencontrées jointe en annexe) impliqués dans le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle a aussi effectuée une visite de terrain pour mieux s'imprégner du déroulement de la campagne 2009/2010.

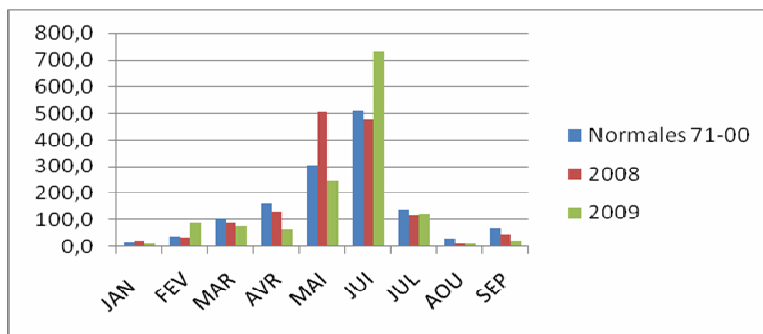
Le présent rapport restitue les principaux résultats atteints par la mission. ***Il importe de bien noter qu'il s'agit d'une évaluation préliminaire et prévisionnelle de la campagne agricole et de la situation alimentaire, et que les résultats définitifs seront confirmés à la fin de la campagne agricole (janvier – février).***

I. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010

1.1. Situation pluviométrique

Les données sur la situation pluviométrique proviennent des relevés effectués par le service de la météorologie de la société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (SODEXAM) dans la moitié Sud et par les services de l'agriculture dans la moitié Nord. Les données pluviométriques sont collectées par postes d'observations au niveau des zones Nord, Centre, Sud, Sud-Ouest, Centre-Est, Nord-Est, Nord-Ouest et Nord. Seules les données de la moitié Sud et celles des stations de Korhogo et d'Odienné sont présentées dans l'analyse ci-dessous (Figure 1).

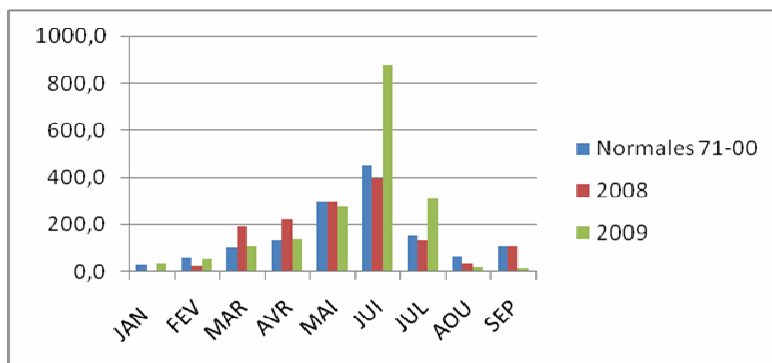
Précipitation au Sud de la Côte d'Ivoire (Abidjan)



A Abidjan (Sud) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de février, juin, mais reste inférieure pour les autres mois. De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 est très proche de la normale et déficitaire par rapport à 2008

Source : SODEXAM 2009

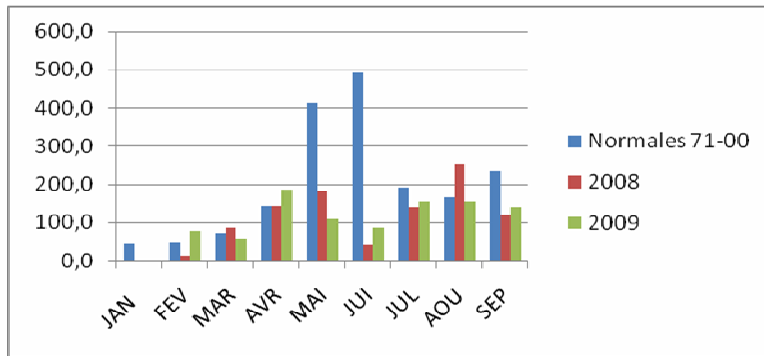
Précipitation au Sud Est de la Côte d'Ivoire (Adiaké)



A Adiaké (Sud Est) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de janvier, février, juin, juillet, et inférieure pour le reste des mois. De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 connaît un excédent très important par rapport à la normale et à l'année 2008 surtout à cause du mois de juin qui a été particulièrement pluvieux (875 mm en 25 jours).

Source : SODEXAM 2009

Précipitation au Sud Ouest de la Côte d'Ivoire (Tabou)

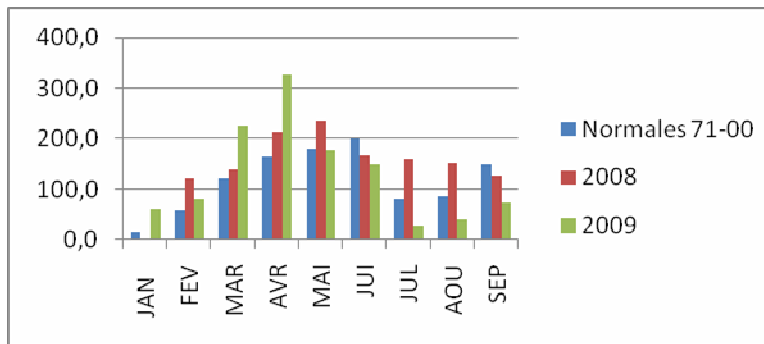


Source : SODEXAM 2009

A Tabou (Sud Ouest) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de février, avril, et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 connaît un déficit important par rapport à la normale et à un degré moindre par rapport à l'année 2008

Précipitation au Centre Ouest de la Côte d'Ivoire (Gagnoa)

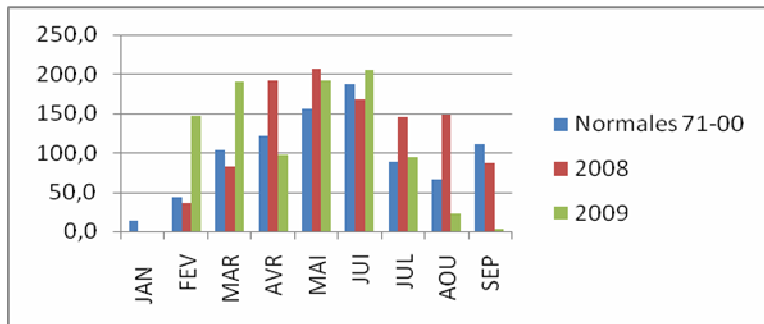


Source : SODEXAM 2009

A Gagnoa (Centre Ouest) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de janvier, février, mars, avril, et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 est excédentaire par rapport à la normale et déficitaire par rapport à l'année 2008

Précipitation au Centre de la Côte d'Ivoire (Dimbokro)

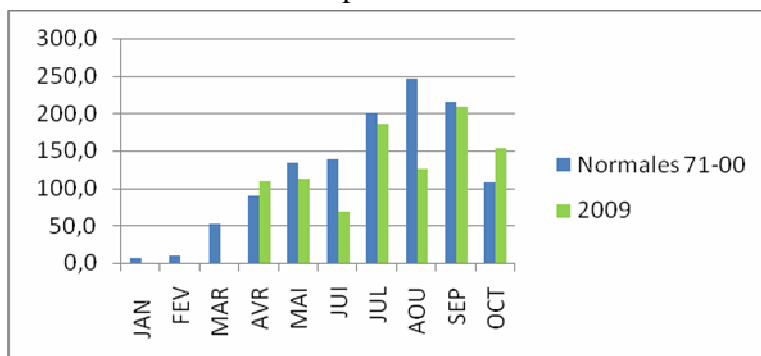


Source : SODEXAM 2009

A Dimbokro (Centre Est) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de février, mars, mai, juin, juillet, et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 est excédentaire par rapport à la normale et déficitaire par rapport à l'année 2008

Précipitation au Nord de la Côte d'Ivoire (Korhogo)

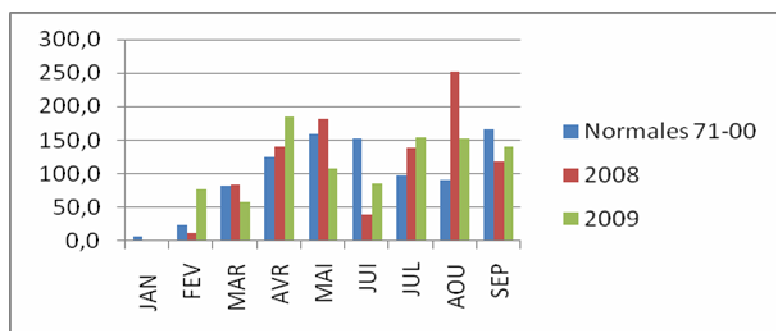


Source : DR Agriculture de Korhogo 2009

A Korhogo (Nord) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois d'avril, octobre et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – 20 octobre) montre que l'année 2009 est largement déficitaire par rapport à la normale

Précipitation au Nord Est de la Côte d'Ivoire (Bondoukou)

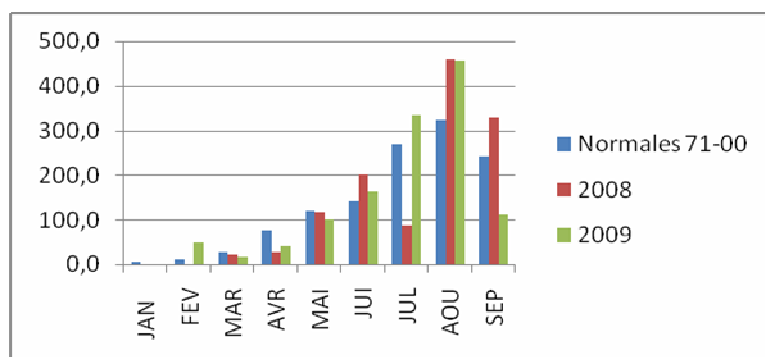


Source : SODEXAM 2009

A Bondoukou (Nord Est) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de février, avril, juillet, août et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – septembre) montre que l'année 2009 est excédentaire par rapport à la normale et légèrement déficitaire par rapport à l'année 2008

Précipitation au Nord Ouest de la Côte d'Ivoire (Odienné)

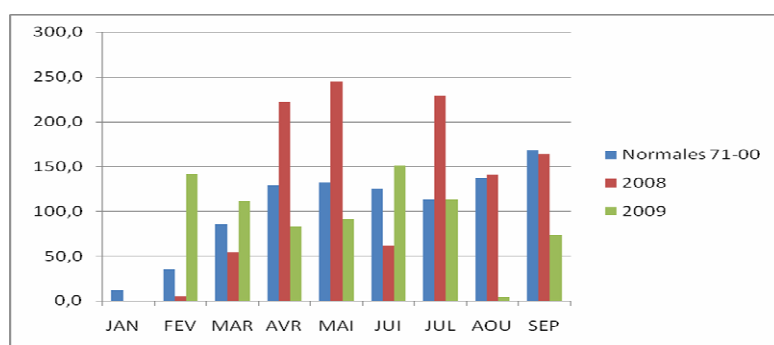


Source : DR Agriculture d'Odienné 2009

A Odienné (Nord Ouest) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de février, juin, juillet, août et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 est excédentaire par rapport à la normale et à l'année 2008.

Précipitation au Centre Nord de la Côte d'Ivoire (Bouaké)



Source : CIDT, Direction technique Bouaké, 2009

A Bouaké (Centre Nord) la pluviométrie en 2009 est supérieure à la normale pour les mois de février, mars, juin et inférieure pour le reste des mois

De façon générale, le cumul des précipitations pour la même période (Janvier – Septembre) montre que l'année 2009 est largement déficitaire par rapport à la normale et à l'année 2008.

Figure 1 : Evolution de la pluviométrie dans différents postes d'observations

Il ressort de manière générale que la pluviométrie au cours de l'année 2009 (de Janvier à Septembre) est inférieure à celle de 2008, mais très proche voire supérieure à la normale (1971-2000) (Annexe 1). Globalement la situation pluviométrique a été normale (zone Sud et Sud-Ouest) à très humide (Sud-Est et Centre-Ouest) de juin à septembre. Cependant des déficits pluviométriques ont été enregistrés en début de saison (Mars) par endroits (exemple station de Korhogo). Les entretiens avec les paysans à Agboville (Région Agneby) ont faits

ressortir un retard (environ 2 mois) dans l'installation des pluies pour la petite saison (mi-septembre à fin octobre), et même dans certaines localités du Centre du pays. Par exemple dans les régions Nord et Ouest, le retard observé a entraîné un décalage du calendrier cultural de 1 à 2 semaines.

Pour le mois d'octobre (fin de la petite saison), les prévisions des pluies sont peu optimistes selon les services météorologiques de la SODEXAM. En effet, il est prévu un déficit de la pluviométrie par rapport à la normale surtout en dessous du 8^{ème} parallèle dans la moitié Sud du pays. Cependant, les images satellitaires prévoient quelques foyers pluvieux dans la partie Nord. Ceci pourrait permettre aux cultures en cours de maturation de boucler leur cycle.

2.2. Situation hydrologique

Le réseau hydrographique ivoirien est constitué par quatre grands bassins (Comoé, Bandama, Cavally,assandra), d'une dizaine de petits bassins côtiers (Tano, Bia, Mé, Boubo, Agnéby, Niouniourou, San-Pédro, Néro, Méné, Tabou) et des sous-bassins du Niger (la Bagoé et le Baoulé). Au cours de la saison agricole, les fleuves ont connu des niveaux de crue satisfaisants et des écoulements normaux. Ces niveaux d'eau relativement satisfaisants ont favorisé une bonne irrigation des cultures (riz irrigué et cultures maraîchères).

2.3. Situation des cultures

En Côte d'Ivoire, quatre zones agro-climatiques telles que relevées par le Plan Directeur de l'Irrigation (2003) existent (Figure 2):

- **Zone agro-climatique guinéenne** : correspondant à la forêt dense humide au sud et à l'Ouest montagneux.
- **Zone agro-climatique Soudano-guinéenne 1** : représente la partie située au Nord de la zone guinéenne, autrement forêt dense mais fortement dégradée aujourd'hui et constituait avec la première zone la zone agro-climatique guinéenne;
- **Zone agro-climatique soudano-guinéenne 2** : relevant du domaine guinéen qui a évolué du fait de la forte dégradation vers une formation semi-décidue propre au secteur mésophile. Elle caractérise la zone dite savane arborée;
- **Zone agro-climatique soudanaise** : appartenant à la savane humide et située à l'extrême Nord

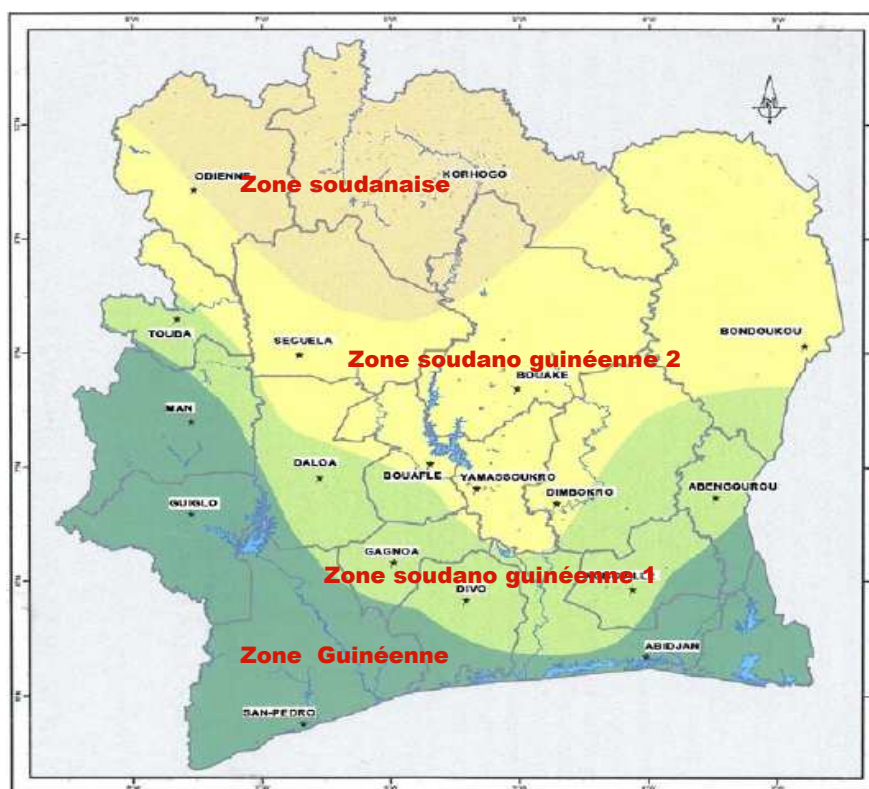


Figure 2 : Carte des zones agro-climatiques de la Côte d'Ivoire (Source PDI 2003)

Le tableau 1 présente quelques caractéristiques des zones agro-écologiques (déficits pluviométriques annuels, nombre et durée de la saison humide, nombre de cycles de culture et périodes de semis/plantation).

Tableau 1 : Caractéristique des zones agro-écologiques

Zone agro - écologique	Déficit pluviométrique	Saison humide	Nombre de cycle de culture	Période de semis/plantation
1	< 100 mm/an	1 saison de 10-11 mois/an	2 cycles de cultures	Cycle 1: Janvier –juillet Cycle 2: Août - septembre
2	100-300 mm/an	2 saisons de 6 mois /an	2 cycles de cultures	Cycle 1: Mars - juin Cycle 2: Septembre
3	300-500 mm/an	1-2 saisons de 4-6 mois/an	1 Cycle de culture	Mai - juillet
4	> 500 mm/an	1 Saison de 6-7 mois/an	1 Cycle de culture	Mai - Septembre

L'évaluation Approfondie de la Sécurité Alimentaire (EASA) financée par le PAM et réalisée en collaboration avec l'INS (entre Mai et Juin 2009) a fait ressortir :

- Un retard des pluies qui a occasionné le retard de semis. Cependant, grâce à la bonne répartition des pluies, les cultures n'ont pas connu de retard important dans leur développement végétatif.
- Une amélioration de l'accès aux semences. En effet, en moyenne 60% des ménages disposent des semences nécessaires pour 2009 dont 18% de semences améliorées.

- Une amélioration de la sécurité foncière. Environ 82% des chefs de ménage sont propriétaires des terres qu'ils cultivent.
- Une augmentation des superficies emblavées due aux mouvements de retour qui se sont poursuivis à l'Ouest du pays dans les régions des Montagnes, du Moyen Cavally et du Haut Sassandra (Vavoua). Selon les estimations d'OCHA (septembre 2009) et des acteurs humanitaires, plus de 88312 personnes sont retournées de 2006 à fin Août 2009, dans les localités de l'Ouest (Moyen Cavally et Montagnes), sans compter les importants retours des allogènes "bannis" signalés dans le Bas Sassandra.

Le tableau 2 présente le stade de développement des cultures jusqu'au 20 Octobre 2009.

Tableau 2: Stade de développement des cultures

Cultures	Zone guinéenne	Zone soudano-guinéenne 1	Zone soudano-guinéenne 2	Zone soudanienne
Riz pluvial Cycle court	Récolte	Récolte	En végétation	En végétation
Riz pluvial cycle long	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte	En végétation	En végétation
Mais 1er cycle	Récolte	Récolte	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte
Mais 2e cycle	En végétation	En végétation		
Sorgho			Maturation à Récolte	Maturation à Récolte
Mil			Maturation à Récolte	Maturation à Récolte
Igname précoce	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte	
Igname tardive	En végétation	En végétation	En végétation	
Manioc	En végétation	En végétation	En végétation	
Taro	En végétation	En végétation	En végétation	
Patate	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte	En végétation	En végétation
Cultures maraîchères	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte
Plantain	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte		
Arachide 1er cycle	Récolte	Récolte	Maturation à Récolte	Maturation à Récolte
Arachide 2ème cycle	En végétation			

2.4. Situation phytosanitaire

La situation phytosanitaire était relativement calme surtout au niveau des cultures annuelles jusqu'en début Octobre. Cependant, des attaques de chenilles défoliatrices ont récemment été signalées dans la région des Savanes (Korhogo et Tingrela), la région de Denguélé (Odienné) et la région du Zanzan (Bondoukou). C'est ainsi que la FAO à travers son programme d'urgence, a conduit une mission d'évaluation en vue d'apprécier la situation générale dans

les zones concernées. Les informations préliminaires recueillies sur le terrain ont relevées des dégâts importants sur les cultures céréalières et les pâturages naturels. Localement, certains paysans ont commencé à traiter les cultures infestées avec des pesticides destinés à la culture du coton. Un phénomène similaire a aussi été notifié dans les zones frontalières au Mali (zone de Sikasso). Les études et consultations continuent en vue d'identifier avec précision le type de chenille et l'ampleur de l'infestation ainsi que les mesures à prendre au risque d'une propagation de l'infestation à d'autres zones ou sur les cultures notamment celles de contre-saison.

Au niveau des cultures pérennes, l'expansion des maladies telles que le Swollen Shoot et la pourriture brune sur le cacaoyer de la zone Est vers la zone Ouest du pays est toujours observée.

2.5. Situation des pâturages, du bétail et de la pêche

Les pâturages essentiellement naturels sont en général bien développés dans la partie Centre et Nord du pays. Il existe quelques rares pâturages artificiels appartenant à des particuliers ou à des structures privées. Ces pâturages respectent plus ou moins les normes techniques recommandées. Peu de données sont disponibles sur la situation générale des pâturages (superficies, composition floristique, état végétatif, etc.).

On note de manière générale, une dégradation des ouvrages pastoraux (barrages), un rétrécissement des couloirs de passage (transhumance) suite à l'extension des zones de cultures et des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Selon l'enquête EASA (2009), 17 % des ménages estiment avoir observé une augmentation de l'effectif du cheptel par rapport à 2008, alors que 34% font état d'une diminution des effectifs. Les causes évoquées sont principalement la mortalité animale (quelques maladies parasitaires, la pasteurellose, la pseudo peste aviaire) et les vols de cheptel. Certains ménages ont vendu leurs animaux pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. En outre, 49% des ménages estiment que leur cheptel est resté plus ou moins stable. Cette relative stabilité se traduit surtout par une baisse du taux de mortalité des bovins dans le Nord.

Au niveau de la pêche, une reprise des activités est notée sur le lac Kossou avec le règlement des problèmes de cohésion sociale. Malgré la baisse des ressources halieutiques dans les zones lagunaires et côtières, il y a une organisation des pêcheurs au niveau du littoral ainsi que le développement de l'aquaculture. Tous ces facteurs laissent entrevoir une amélioration des productions halieutiques en 2009.

II. PREVISIONS DE LA PRODUCTION AGRICOLE 2009-2010

2.1. Méthodologie

Les prévisions agricoles sont habituellement estimées sur la base des données des années antérieures, les tendances de la présente campagne et les données de rendement fournies par l'Agence National d'Appui au Développement Rural (ANADER). En effet depuis le Recensement National de l'Agriculture en 2001, le dispositif d'enquête agricole n'est plus opérationnel à cause de difficultés liées à l'absence de financement pour appuyer le pays à conduire les opérations. Pour les cultures industrielles et/ou commerciales, les productions sont fournies par les structures d'encadrement ou les interprofessions agricoles (ANOPACI, APROMAC, OCAB).

- La pluviométrie 2009 sur la période de janvier à septembre est sensiblement égale à celui de 2005. Les productions 2009 ont donc été estimées en multipliant les productions de l'année 2005 par le taux de croissance de la population rurale.
- La production de viande, le tonnage carcasse, et le tonnage des abats sont déterminés sur la base des taux définis par espèce animale (cf taux en annexe 2) et à partir des effectifs d'animaux en utilisant un taux d'accroissement variable selon les espèces (2% environ pour les bovins, ovins et caprins, 3% pour les porcins et 11% pour la volaille).
- Les productions effectives de ressources halieutiques sont mesurées par les services de la pêche, par contre les prévisions sont fournies à partir des estimations basées sur la variation des productions des années passées.

2.2. Evaluation de la production végétale

Sur la base des estimations, les productions des principales cultures ont été calculées. La production vivrière (céréales, racines, tubercules, plantain, oléagineux, légumes) est estimée à 10 920 466 tonnes (2009), contre 11 982 378 tonnes en 2008. Cela correspond à un déficit vivrier de 9% par rapport à 2008. La production céréalière est estimée à 1 411 119 tonnes (2009) contre 1 396 005 tonnes (2008), soit une hausse de 1,14%. Par contre, la production de racines, tubercules et plantain enregistre une baisse de 10,63% par rapport à 2008 (9 186 176 en 2009 contre 10 278 814 en 2008). Les tableaux suivants décrivent les productions par groupe de cultures.

Tableau 3 : Productions agricoles prévisionnelles

a) Céréales

	Production 2008 (T)	Production estimée 2009 (T)	Moyenne (2004-2008)	Ecart 2009/Moyenne (%)	Ecart 2008/2009 (%)
Riz paddy	679 969	687 721	677525,6	2	1,14
Mais grains	630 188	637 372	612185	4	1,14
Mil	45 053	45 567	38007,6	20	1,14
Sorgho	40 795	41 260	34624	19	1,14
S/Total	1 396 005	1 411 919	1362342,2	4	1,14

Source MINAGRI/DSDI 2009

b) Racines, tubercules et plantains

	Production 2008 (T)	Production estimée 2009 (T)	Moyenne (2004-2008)	Ecart 2009/Moyenne (%)	Ecart 2008/2009 (%)
Igname	5 945 374	5 313 381	5502579,2	-3	-10,63
Manioc	2 531 241	2 262 170	2282517	-1	-10,63
Taro	76 503	68 371	68938,6	-1	-10,63
Patate	51 002	45 580	47955,6	-5	-10,63
Banane Plantain	1 674 693	1 496 673	1563018,6	-4	-10,63
S/Total	10 278 814	9 186 176	9465009	-3	-10,63

Source MINAGRI/DSDI 2009

c) Cultures légumières, maraîchères et oléagineux

	Production 2008 (T)	Production estimée 2009 (T)	Moyenne (2004-2008)	Ecart 2009/Moyenne (%)	Ecart 2008/2009 (%)
Haricot sec	4 089	4 285	20667	-79	5
Aubergine	77 744	81 476	74221,8	10	5
Gombo	115 913	121 477	109068	11	5
Tomate	28 798	30 180	27097,2	11	5
Arachide	81 015	84 952	70005,8	21	5
S/Total	307 559	322 370	301 060	7	5

Source MINAGRI/DSDI 2009

Au regard de la pluviométrie relativement inférieure à celle de 2008 mais proche de la normale et des récoltes déjà effectuées ou en cours pour le riz, l'igname précoce, l'arachide, le maïs, etc., on est en droit d'espérer des récoltes allant de moyennes à bonnes pour la campagne agricole 2009 qui prendra fin en décembre –janvier par la récolte des ignames tardives.

2.3. Evaluations des productions animales et ressources halieutiques

Les données de production estimées pour l'année 2009 et celles de l'année 2008 sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Productions animales et halieutiques

Espèce	Type de produits	2008	2009	Ecart
Bovins	Cheptel national (Nbre de têtes)	1 537 748	1 568 503	30 755
	Viandes (Tonne Carcasse)	19 929	20 328	399
	Abats (Tonnes)	10 518	10 728	210
Ovins	Cheptel national (Nbre de têtes)	1 631 233	1 663 858	32 625
	Viandes (Tonne Carcasse)	6 321	6 447	126
	Abats (Tonnes)	2 549	2 600	51
Caprins	Cheptel national (Nbre de têtes)	1 281 683	1 307 317	25 634
	Viandes (Tonne Carcasse)	2 622	2 674	52
	Abats (Tonnes)	1 057	1 078	21
Porcins	Cheptel national (Nbre de têtes)	336 034	346 115	10 081
	Viandes (Tonne Carcasse)	6 902	7 109	207
	Abats (Tonnes)	1 207	1 243	36
Volailles	Cheptel national (Nbre de têtes)	32 561 239	36 142 975	3 581 736
	Viandes (Tonne Carcasse)	22 786	25 292	2 506
	Œufs (tonnes)	23 841	26 464	2 623
Poissons et fruits de mer	Pêche industrielle (tonnes)	5 185 908	5 082 190	103 718
	Pêche artisanale (tonnes)	12 294 082	12 048 200	245 882
	Aquaculture	2 020 000	1 979 600	40 400

Source/ Estimations MINAGRI/DSDI 2009

III. ELEMENTS DU BILAN ALIMENTAIRE

Les bilans ex-post 2008 et prévisionnel 2009 ont été élaborés sur la base des éléments ci-dessous.

3.1. Population

La population de 2009 est estimée à 21 395 170 avec un taux d'accroissement de 2,83% par rapport à la population 2008 qui était de 20 807 190 selon les estimations de l'Institut Nationale de la Statistique (INS) faites à partir des données du Recensement National de la Population et de l'Habitat (RGPH, 1998).

3.2. Production disponible

La production disponible de l'année passée est fournie à partir des résultats des bilans alimentaires ex-post élaborés pour l'année 2008. La production disponible 2009 est

déterminée en tenant compte des productions internes, des exportations, des pertes au cours du transport et de stockage, des importations et des stocks.

3.3. Importations commerciales et aides alimentaires

En absence de données sur les importations 2009, les données 2008 ont été reconduites.

3.4. Stocks

Les stocks sont constitués par les commerçants grossistes ou détaillants pour la commercialisation et par les producteurs pour la consommation familiale et les semences. Il n'existe pas de stocks nationaux de sécurité au niveau des produits agricoles alimentaires comme c'est le cas dans d'autres pays. Les stocks au niveau des paysans varient énormément d'une année à l'autre selon que les productions sont bonnes ou moins bonnes. Il est rare que les stocks paysans passent d'une année à l'autre. Au niveau des commerçants, les stocks couvrent des périodes relativement courtes, généralement le trimestre. Ces stocks sont régulièrement reconstitués pour permettre l'approvisionnement continu des marchés au niveau national. Il faut noter qu'il est difficile d'évaluer ces stocks. Nous considérons pour l'élaboration des bilans alimentaires que les stocks sont nuls. Il n'existe pas de stock national de sécurité alimentaire.

3.5. Besoins alimentaires

Les besoins comportent les transformations, l'alimentation animale et l'alimentation humaine. Les transformations représentent les quantités de produits affectées à la production d'autres denrées. Ces données sont fournies par les industries qui utilisent ces produits. La non disponibilité de données relatives aux quantités transformées conduit à procéder à des estimations basées sur les tendances des quantités transformées les années passées.

Les quantités destinées à la consommation humaine ou animale représentent la part des productions utilisées à ces fins. Ces données sont fournies par les sociétés de fabrication des aliments de bétail ou calculées à partir des proportions affectées à cette utilisation.

Les consommations humaines représentent les quantités utilisées par l'homme pour ses besoins vitaux. Elles sont calculées à partir des normes de consommations par personne. Ces normes qui varient très peu d'une année à l'autre sont déterminées à partir des résultats des Enquêtes Budget Consommation.

3.6. Bilan alimentaire prévisionnel 2009/2010

Les Bilans alimentaires prévisionnels 2009/2010 ont été élaborés à partir des données disponibles et/ou des estimations faites selon les approches décrites ci-dessous.

3.6.1. Principaux produits retenus

Une soixantaine de produits ont été utilisés pour l'élaboration des bilans prévisionnels 2000/2010. Il s'agit :

- Céréales : mil, sorgho, maïs, fonio, riz et blé ;
- Racines et tubercules : patate, igname, manioc, taro
- Oléagineux : arachide, sésame, soja, noix de coco, karité, palme et palmiste ;
- Huiles végétales : huiles de palme, huiles de karité, huile de coco, huiles de palmiste,
- Fruits : banane, plantain, mangue, agrumes, ananas, avocat, pomme d'acajou ;
- Poissons : pêches industrielle, artisanale et aquaculture
- Légumes : aubergine, tomate, courge, piment, oignon bulbe, haricot vert, pomme de terre, concombre, gombo ;
- Sucre : canne à sucre et sucre de canne ;
- Viande : bovins, ovins, caprins, porc, volaille ;
- Lait de vache ;
- Œufs de poule ;
- Boissons : bière, vin, et boissons gazeuses non alcoolisées.

3.6.2. Bilans alimentaires prévisionnels 2009/2010

Le tableau 5 présente les résultats des bilans prévisionnels 2009/2010 en termes d'excédents ou de déficits et de disponibilité d'aliments par personne par an ou de disponibilités apparente de calorie, de protéine et de lipides par personne et par jour. Il est observé une disponibilité en Kcal/personne/jour de 2723 en 2009 contre 2756 en 2008 (annexe 3). Soit un écart de -1,2%. Pour les protéines et lipides, les écarts observés sont respectivement de l'ordre de 12 et 27%.

Tableau 5: Bilans alimentaires prévisionnels 2009

Produits	Disponibilité nationale	Besoins	Déficit /Excédent brut	Import/Export	Déficit excédent net	Disponibilité apparente par habitant			
	Totale disponible	Total besoins		Solde		Années	Jour		
	1000 Tonnes métriques					Alimentation humaine	Energétiques	Protéines	Lipides
Total général						Kg	Kcal	gr	Gr
							2 723	55	86
Céréales	928	2 428	(1 499)	1 130	(369)	77	684	16	4
Racines et tubercules	5 823	5 446	377	10	387	254	716	9	1
Cultures sucrières	942	900	42	-	42	2	2	0	-
Sucre, eq. brut	185	191	(6)	(4)	(10)	8	85	-	-
Légumineuses sèches	37	38	(1)	1	0	2	17	1	0
Oléagineux	504	360	144	(56)	88	9	42	1	4
Huiles végétales	357	239	117	(101)	16	10	266	(0)	30
Légumes	264	72	(45)	127	82	18	17	1	0
Fruits (excl. Vin)	2 134	1 526	609	(331)	278	84	179	2	1
Boissons alcooliques	858	747	111	33	143	42	51	0	-
Viandes	244	261	(17)	51	34	14	51	6	3
Abats	29	-	29	53	82	4	11	2	0
Lait	31	122	(91)	146	55	107	195	9	8
Oeufs	26	28	(2)	0	(1)	1	4	0	0
Poissons	41	300	(259)	49	(211)	4	11	1	0

IV. SITUATION ALIMENTAIRE ET ZONES A RISQUE

4.1. Situation alimentaire

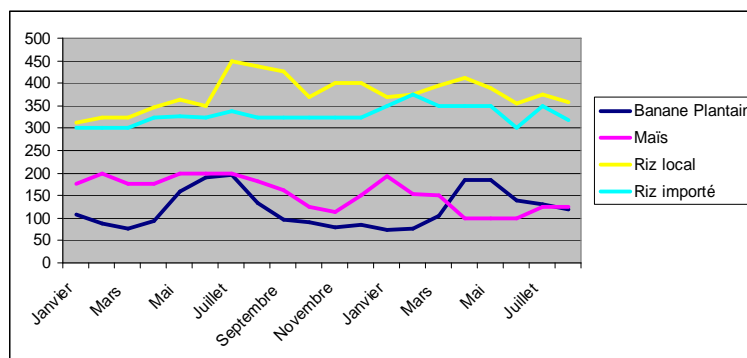
La situation alimentaire reste relativement bonne dans le Sud, le Centre et l'Est où les moyens d'existence des populations pour la plupart planteurs de cultures d'exportation (cacao, café, hévéa et palmier à huile) dont les sont restés assez stables. Les approvisionnements des marchés en produits alimentaires sont assez satisfaisants malgré la persistance des taxes routières illégales, des cas de braquage récurrents et le maintien des prix élevés au niveau des différents marchés.

Dans le reste du pays, les problèmes que connaissent les filières Anacarde et Coton ainsi que le maintien des prix élevés des denrées alimentaires de première nécessité, des intrants agricoles (semence, engrais, produits phytosanitaire) continuent de fragiliser les ménages déjà vulnérabilisés par la flambée des prix de 2008 et les effets latents de la crise sociopolitique de 2002. Les dépenses alimentaires s'accroissent au détriment des dépenses de santé et d'éducation.

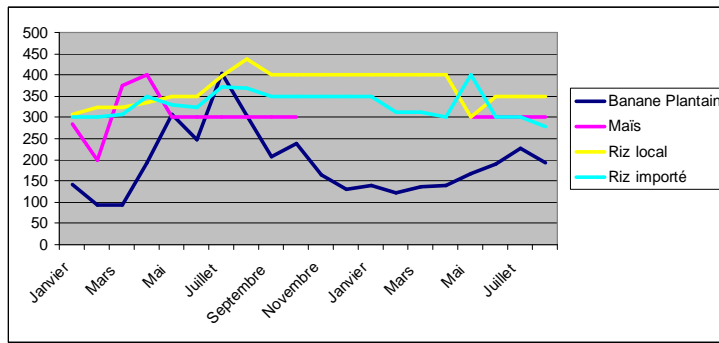
4.2. Situation des marchés (évolution des prix)

En rappel, face à la hausse des prix des denrées résultant de l'augmentation des prix au niveau mondial, diverses mesures dont les allègements fiscaux et l'amélioration de la fluidité routière ont été prises par le Gouvernement Ivoirien. Malgré ces actions les prix maintiennent leur niveau élevé sur les marchés avec des variations d'un marché à un autre et au cours de l'année (Figure 3) (cf Annexe 2).

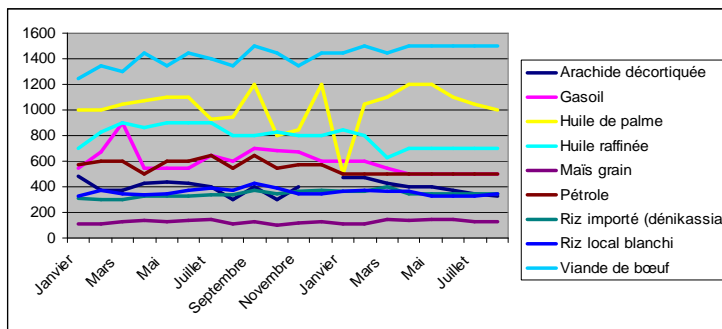
Prix des produits vivriers au Centre Ouest (Daloa)



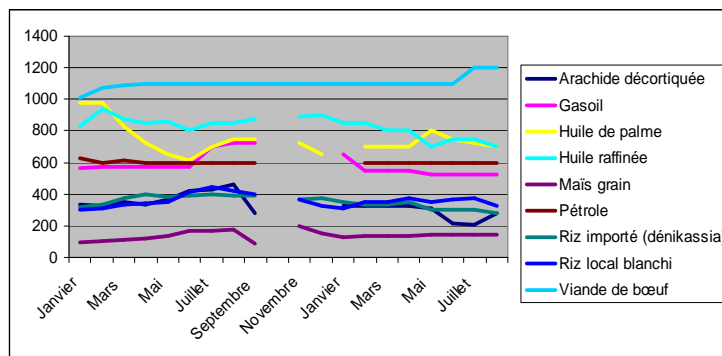
Prix des produits vivriers à l'Est (Abengourou)



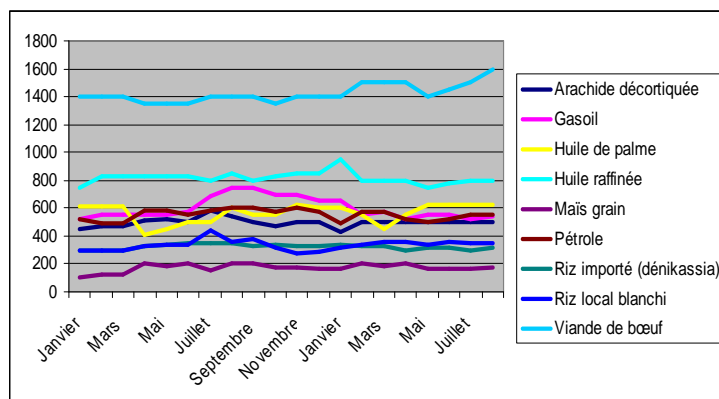
Prix des produits vivriers au Centre (Bouaké)



Prix des produits vivriers au Nord Ouest (Odienné)



Prix des produits vivriers à l'Ouest (Man)



Sources : données OCPV/PAM

Figure 3 : Evolution des prix sur différents marchés

4.3 Situation nutritionnelle

La situation nutritionnelle se dégrade depuis le déclenchement de la crise sociopolitique en 2002. La situation nutritionnelle défavorable est surtout liée à l'état sanitaire des populations qui voient leur pouvoir d'achat s'effriter de jour en jour.

L'enquête nutritionnelle SMART réalisée en août 2009 par le programme national de nutrition (PNN) en collaboration avec l'UNICEF dans les régions du Nord, (Savanes, Denguélé, Bafing, Worodougou, Zanzan), du Bas Sassandra, des Montagnes et du Moyen Cavally ont montré que :

- Les régions du Nord et des Montagnes présentent un niveau de:
 - Malnutrition Aigue Globale (MAG) : Précaire [5 à 9 %]
 - Malnutrition Chronique Globale (MCG) : Critique ($\geq 40\%$)
 - Insuffisance Pondérale Globale (IPG) : Grave [30 à 39%]

Chez les enfants de 6 à 24 mois des régions du Nord et des Montagnes, la prévalence de la MAG > 10,0% qui est le seuil de l'alarme.

- Les régions du Bas Sassandra et du Moyen Cavally présentent un niveau de:
 - Malnutrition Aigue Globale : Acceptable (< 5%)
 - Malnutrition Chronique Globale : Précaire [20 à 29 %] (Bas Sassandra) et Critique (Moyen Cavally)
 - Insuffisance Pondérale Globale : Précaire [10 à 19 %]

V. IDENTIFICATION DES ZONES A RISQUE

5.1. Situation des inondations et autres dégâts

Quelques cas d'inondations ont été enregistrés sur les cultures de bas-fond à l'Ouest. Des éboulements et inondations ont été observés à Abidjan dans certaines zones (Banco, Gobelet, Mossikro, Santé 3, Boribana Sébroko, Bidjanté, Aghien Bas-fond) en Juin et Juillet.

5.2. Identification des zones à risque et populations vulnérables

5.2.1 . Identification des zones à risque

En absence d'un système d'alerte précoce (SAP), le dispositif de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire s'est appuyé sur les analyses faites par le Groupe Sectoriel Sécurité Alimentaire et Nutrition¹ au mois de Septembre 2009. Les indicateurs d'insécurité alimentaire (basés sur le modèle IPC/FAO) ont permis de catégoriser le territoire national en trois grandes zones comme suit (Figure 4):

¹ Le Groupe Sectoriel sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle est composé des institutions telles que le MINAGRI, MIPARH, FAO, PAM, SODEXAM, OCPV, PNN, ONG, etc.

- la partie sud (Lagunes, Agneby, Sud Comoé, Sud Bandama et Bas Sassandra) : zone de sécurité alimentaire en général avec maintien des moyens d'existence durables ;
- les Régions du Centre Ouest (Fromager, Haut Sassandra et Marahoué), du Centre Est (Moyen Comoé), du Centre (Lacs, N'Zi Comoé), du Centre Nord (Vallée du Bandama) et du Nord Ouest (Denguélé) : zones de sécurité alimentaire en général avec érosion des moyens d'existence durables ;
- les Régions du Nord Ouest (Bafing et Worodougou), du Nord (Savanes), du Nord Est (Zanzan) et de l'Ouest (Montagnes et Moyen Cavally) : zones d'insécurité alimentaire avec des poches de risques élevés dans la région des Savanes et modérés dans les régions des Montagnes et du Moyen Cavally.

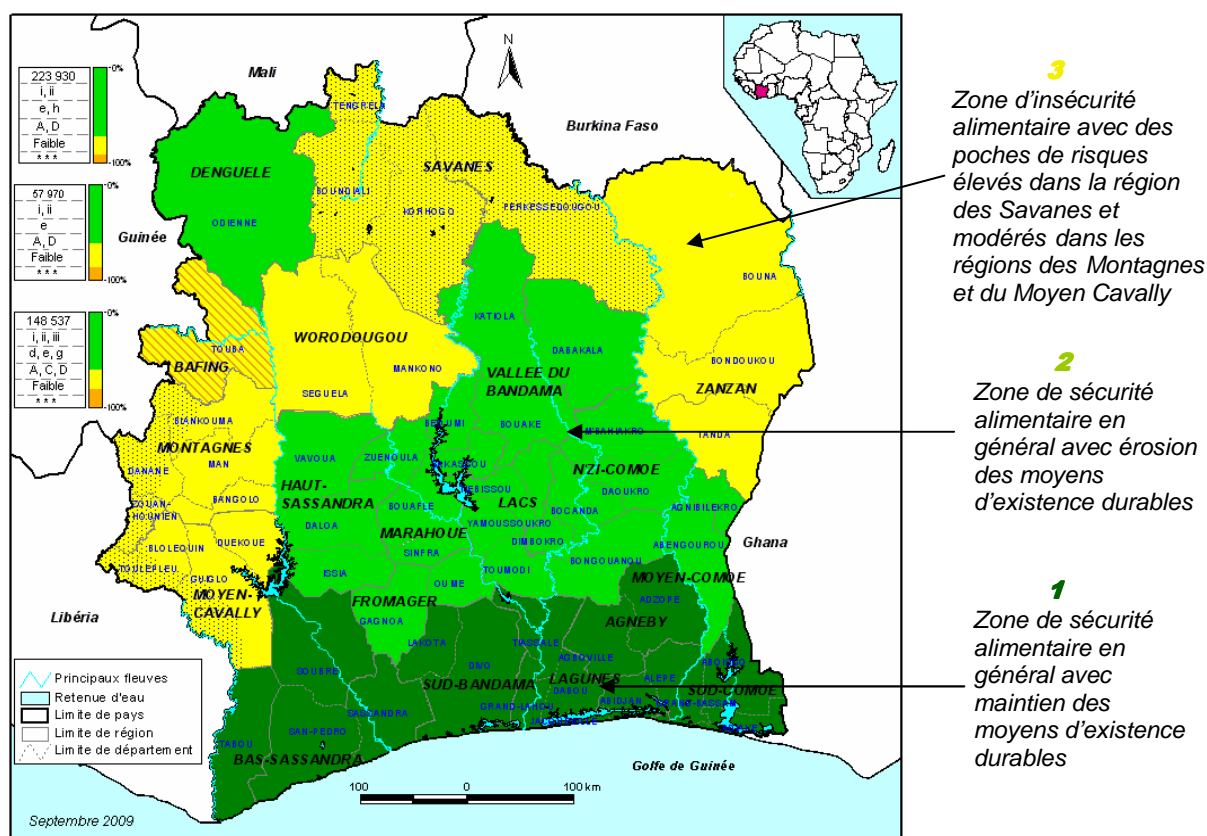


Figure 4 : Zones à risque (IPC 2009)

Les causes et facteurs de l'insécurité alimentaire telle que identifiée dans les Régions du Nord Ouest (Bafing et Worodougou), du Nord (Savanes), du Nord Est (Zanzan) et de l'Ouest (Montagnes et Moyen Cavally) sont :

- les prévisions des récoltes du maïs et de riz sont moyennes à faibles en raison d'une interruption des pluies et du décalage du calendrier cultural de 1 à 2 semaines en particulier dans la région des Savanes.
- la crise cotonnière prive les planteurs de leur principale source de revenus et provoque leur endettement (77% des ménages dans le Bafing et 67% dans les Savanes selon l'EASA 2009).

- les prix de l'anacarde sont restés bas (inférieur à 100 FCFA/kg) et provoquent une diminution du pouvoir d'achat accentuée pendant la période de soudure. Les producteurs ont perdu environ 18% de leur pouvoir d'achat entre avril et juin 2009.
- le maintien des prix élevés des denrées alimentaires de première nécessité, des intrants agricoles (engrais inaccessible pour les ménages ruraux) continue de fragiliser les ménages déjà vulnérabilisés par la flambée des prix de 2008 et les effets latents de la crise sociopolitique de 2002.
- la baisse des effectifs de bovins (notamment des bœufs de culture attelée) à cause des diverses pathologies animales qui se sont développées ces dernières années notamment au Nord Ouest et dans le Zanzan (*Cowdriose, Trypanosomiase, Barbesiose, Anaplasmosse, etc.*);
- l'insuffisance des prestations du système de santé et d'éducation avec les difficultés d'accès à l'alphabétisation et aux soins de santé ;
- l'appauvrissement des sols au nord notamment dans la zone dense de Korhogo (pas d'accès à l'engrais) ;
- la faible présence de l'administration malgré la poursuite du processus de redéploiement ;
- les infrastructures économiques sont dégradées malgré une reprise partielle de l'entretien routier.
- la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois jugée médiocre dans les régions du Nord et des Montagnes pour la malnutrition aigue selon la dernière enquête SMART 2009.
- la recrudescence dans le Moyen Cavally des vols à domicile/commerces, des braquages avec les coupeurs de routes (23 cas en août et 27 dans la première moitié de septembre 2009) sur les voies secondaires menant aux villages.
- la situation de cohésion sociale reste toujours préoccupante dans le Moyen Cavally à cause des conflits fonciers (occupations anarchiques des forêts classées) entre les communautés autochtones et allogènes/allochtones retournées, notamment les forêts classées du Département de Bolequin (Goin Débé, Mont Péko, SCIO), dans les régions du Haut Sassandra et du Worodougou (Mont Ko et de Yarani) et des Montagnes.

Trois situations se présentent :

1. Un Risque modéré de passer en phase 3 (crise alimentaire et des moyens d'existence aigüe) dans le Bafing en raison de :
 - un afflux potentiel des réfugiés et/ou de retour de populations à la frontière guinéenne en relation avec les contestations relatives aux futures élections présidentielles et le risque de rallongement de la période de soudure lié à la malnutrition ;
 - une trop forte dépendance de la population aux activités commerciales et pastorales au détriment de la pratique agricole qui a été fragilisée davantage par la clôture du projet soja et les perturbations de fonctionnement des exploitations sucrières ;
 - la faible capacité d'accès à la nourriture et à des besoins élémentaires de base en raison du taux d'endettement des ménages de cette région : 77% avec une moyenne d'emprunt supérieure à 100 000 FCFA ;

- les transferts d'argent des migrants constituent une source de revenus des ménages ruraux dans le Bafing (2,9 %, taux le plus élevé des 19 régions du pays). Avec la crise mondiale, les fréquences et les montants des transferts d'argent se sont amenuisés.
 - la prévalence de la malnutrition aigüe globale (8,3%) chez les enfants de 6 à 59 mois est jugée précaire.
2. Veille sur toute la région des Savanes en raison de la baisse de pluies et du décalage du calendrier cultural de 1 à 2 semaines (plus accentué à Tengréla dans la période début août). Un arrêt brusque des pluies risquerait d'affecter les cultures et présagerait des récoltes de vivriers moyennes à mauvaises.
3. Veille dans l'ouest (régions des Montagnes et Moyen Cavally), le long de la frontière du Libéria avec un focus particulier à Danané à cause :
- du risque d'impact à l'ouest du pays eu égard au contexte de mécontentement des ex-rebelles au Libéria et au refus d'intégration des ex-réfugiés d'une part et de la situation socio- politique de la Guinée
 - de la fragilité de la cohésion sociale dans le contexte électoral au pays en raison de la forte concentration d'allogènes et autochtones.

5.2.2. Populations vulnérables

L'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire dans les zones rurales effectuée en mai - juin 2009 par le PAM en collaboration avec la FAO, le MINAGRI et l'INSI a fait ressortir :

- Sur le plan national, 12,6% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire dont 2,5% sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère et 10,1% dans une situation d'insécurité alimentaire modérée. Si l'on rapporte ces proportions à la population rurale, l'insécurité alimentaire toucherait environ 1.269.549 personnes dont 232.602 personnes en insécurité alimentaire sévère. Cette situation montre que d'une manière générale que sous certaines réserves, la situation alimentaire des ménages ruraux s'est dégradée si l'on se réfère aux évaluations précédentes.
- Les taux d'insécurité alimentaire sévère les plus élevés sont enregistrés dans les régions du Moyen Cavally (11,9%), des Montagnes (7,2%), du Bafing (5,6%), du Fromager (5,5%), des Savanes (3%) ; du Zanzan (2,7%) et du Bas Sassandra (2,6%).
- L'insécurité alimentaire modérée touche davantage plus les régions du Bafing (24,3%), du Bas Sassandra (18,9%), du Moyen Cavally, des Montagnes (16,1%), des Savanes (14,3%), du Haut Sassandra (11%) et du Zanzan (10,5%).
- Les catégories socio professionnelles de ménages les plus touchés sont tout d'abord les travailleurs journaliers, les ménages dépendants de l'agriculture vivrière de subsistance et les éleveurs.

5.2.3. Programmes d'atténuation

Assistance agricole

En matière de soutien agricole, environ 18 300 ménages agricoles (164 700 personnes) ont été assistés au cours de la contre saison (novembre 2008 - mars 2009) par l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire (FAO, CICR, DRC, CARITAS, etc.). Dans le cadre du CAP 2008 uniquement, ce sont 14 600 ménages (131 000 personnes) de l'ouest et du nord de la Côte d'Ivoire qui ont de manière spécifique reçu une assistance de la FAO et 250 ménages (2 000 personnes) de DRC à l'ouest.

Pour la saison pluvieuse 2009 (avril - octobre), une assistance agricole de la FAO est en cours pour environ 9 428 ménages (85 000 personnes) à l'ouest (essentiellement des ménages récemment retournés) et au nord du pays (ménages en situation d'insécurité alimentaire et affectés par la malnutrition), dont 800 ménages seront assistés par le biais des fonds CERF au niveau des zones de forte malnutrition de la Région des Savanes. D'autres actions additionnelles d'assistance agricole (hors CHN 2009) sont également en cours au niveau des autres acteurs (CICR pour 9 433 ménages, PNR pour environ 8 000 ha, etc.).

Assistance alimentaire

Concernant l'assistance alimentaire, les activités au cours de la période de soudure 2008 ont permis de manière globale, une assistance de 48 177 personnes avec 1 604,22 tonnes de vivres, au niveau des différents programmes du PAM.

La réponse initialement prévue dans le CHN 2009 pour porter assistance aux ménages en insécurité alimentaire est une assistance en vivres de 26 650 tonnes pour 799 625 bénéficiaires.

Appui nutritionnel

Une campagne de supplémentation en vitamine A et de déparasitage des enfants de 0 à 59 mois a eu lieu en mars 2009 avec pour résultats : vitamine A, 4 830 012 enfants soit 90,1% et déparasitage, 3 699 701 enfants soit 76%.

Avec le concours de SpiruCi, appuyé par l'UNICEF et le PNN, un programme de prise en charge d'enfants 0 à 36 mois dénutris a été mis en place à Abidjan/Port-Bouët dans le quartier précaire d'Adjouffou. Du 1er septembre 2008 au 30 avril 2009 (8 mois) 170 enfants ont été inclus dans ce programme, avec pour résultat des z-scores du ratio Poids/Taille ramenés de valeurs inférieures ou égales à -3 à des valeurs supérieures à -1.

CONCLUSION

La campagne agricole 2009 au stade actuel est moins bonne par rapport à celle de 2008 et l'on peut projeter des récoltes relativement moyennes sur l'ensemble du territoire national.

En ce qui concerne les productions animales, la situation reste préoccupante avec des productions de viande et de poisson toujours insuffisant par rapport aux besoins de la population. Il faut impérativement prendre des mesures appropriées pour améliorer les techniques d'élevage et de pêche, deux secteurs qui demeurent traditionnels et secondaires en matière de source de revenu.

D'une manière générale, les perspectives alimentaires montrent une légère baisse par rapport à 2008. Cependant, il faudrait prendre des mesures efficaces pour juguler la hausse des prix sur les marchés d'une part et augmenter le pouvoir d'achat des ménages et particulièrement celui des populations déplacées de retour dans leurs zones. Ces mesures auront l'avantage de réduire le problème d'accès à une bonne alimentation.

Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, il faut surveiller toute la région des Savanes en raison de la baisse de pluies et la région de l'ouest (régions des Montagnes et Moyen Cavally) du fait de l'insécurité et la fragilité de la cohésion sociale.

Enfin, il faut noter que la non disponibilité des données et les difficultés d'accès aux données disponibles pour le suivi de la campagne agricole, de la situation alimentaire et de l'élaboration des bilans alimentaires rendent très difficiles la réalisation de ces opérations. Il est urgent de mettre en place et rendre fonctionnel un dispositif d'enquête agricole.

RECOMMANDATIONS

Au terme de ses travaux, la mission recommande :

- Pour l'amélioration des statistiques agricoles, la mise en place d'un dispositif opérationnel
- La mise en place du système d'alerte précoce (SAP)
- La mise en place d'un dispositif de surveillance des ennemis des cultures et autres calamités naturelles en partenariat avec les partenaires (CEDEAO, CILSS, FAO, UEMOA, PAM, OCHA, ECHO, etc.).

ANNEXES

Annexe 1. Données pluviométriques

1. Evolution de la pluviométrie mensuelle 2009 et nombre de jours de pluies

Abidjan2009	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	16,4	38,3	104,5	163,1	305,3	511,0	139,6	32,2	69,9	150,4	137,9	70,4
Pluvio2009	12,9	88,6	76,4	64,2	247,1	731,5	123,8	10,2	23,9			
nbre de jrs de pluie	4	6	9	8	11	25	19	11	5			
Sassandra	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	20,7	32,4	48,3	105,6	238,5	384,6	123,2	36,5	37,5	101,6	118,8	65,3
Pluvio2009	0,8	38,2	74,0	26,5	219,6	338,0	163,5	34,8	4,6			
nbre de jrs de pluie	2,0	5,0	6,0	5,0	12,0	26,0	17,0	19,0	12,0			
Adiaké2009	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	26,5	58,2	98,2	134,8	294,2	449,0	153,9	60,5	105,0	156,3	118,8	50,9
Pluvio2009	32	52,8	106	139,5	275,3	875	306,4	19,4	14,3			
nbre de jrs de pluie	4	7	5	9	9	25	18	12	10			
Bondk2009	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	6,8	24,3	82,9	125,8	159,2	152,8	97,9	90,7	166,3	125,7	25,6	10,6
Pluvio 2009	0	76,8	57,6	185,9	108,7	85,5	153,5		140			
nbre de jrs de pluie	0	5	9	11	8	14	15	7	15			
Gagnoa	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	16,2	58,4	121,4	164,4	178,6	199,0	81,1	87,3	148,2	152,9	88,0	27,3
Pluvio2009	59,9	81,4	225	326,0	177,9	149,4	27,9	40,3	72,5			
nbre de jrs de pluie	3,0	8,0	17	12,0	10,0	14,0	7,0	9,0				
Dimbokro	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	12,8	43,9	104,0	121,6	155,2	186,5	88,2	65,8	111,5	123,8	47,4	17,0
Pluvio2009	0,7	147,6	191	98,1	192,1	205,0	94,7	22,9	3,8			
nbre de jrs de pluie	7,0	8,0	13	10,0	12,0	16,0	12,0	14,0	5,0			
TABOU	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	41,8	44,9	72,3	141,1	411,5	490,9	191,0	165,7	233,2	181,6	146,8	128,2
Pluvio2009	15,3	43,5	105,8	15,1	101,8	536,4	239,9	113,0				
nbre de jrs de pluie	7,0	6,0	4,0	6,0	13,0	25,0	17,0	26,0				
ODIENNE	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	6,2	12,2	27,5	75,5	120,0	140,8	268,5	323,5	240,6	132,8	25,0	13,8
Pluvio 2009	0	48	15	42,1	99,5	163	334,6	455,5	112,1			
nbre de jrs de pluie	0	2	1	4	8	8	15	18	15			
KOROGHO	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales71-00	7,0	10,4	52,4	89,3	133,2	138,6	200,5	245,9	215,0	107,3	18,7	6,7
Pluvio 2009	0	0	0	109	112	69	185,8	125,2	207,9	153,4		
nbre de jrs de pluie	0	0	0	4	7	8	11	10	15	7		
Bouaké	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC
Normales 71-00	12,0	34,7	85,1	129,0	132,1	125,3	112,9	137,3	167,7	102,1	28,8	11,3
Pluvio 2009	0	141	111,5	83	91	151,1	112,8	4,1	73,6			
nbre de jrs de pluie	0	5	8	7	4	9	8	2	6			

2. Récapitulatif de la pluviométrie 2009 en Côte d'Ivoire

Zones	Stations	Périodes	Cumule	Ecart P/R 2009
Sud	Abidjan	Normales 71-00	1380,3	-1,7
		2008	1443,5	-64,9
		2009	1378,6	
Sud Est	Adiaké	Normales 71-00	1380,3	440,5
		2008	1408,6	412,2
		2009	1820,8	
Sud Ouest	Tabou	Normales 71-00	1792,4	-831,4
		2008	967,9	-6,9
		2009	961,0	
Centre	Dimbokro	Normales 71-00	889,5	66,4
		2008	1063,1	-107,2
		2009	955,9	
Centre Ouest	Gagnoa	Normales 71-00	1054,6	105,9
		2008	1310,9	-150,4
		2009	1160,5	
Nord	Korogho	Normales 71-00	1199,6	-237,3
		2009	962,3	
Nord Ouest	Odiénné	Normales 71-00	1214,8	55,0
		2008	1243,0	26,8
		2009	1269,8	
Nord Est	Bondoukou	Normales 71-00	906,7	54,3
		2008	967,9	-6,9
		2009	961,0	0,0

3. Evaluation de la saison par l'analyse de l'indice standardisé des précipitations (SPI) développé par McKee et al (1993).

La présente analyse est faite par rapport à la période climatologique normale 1971-2000. Les valeurs du SPI sont classées selon le tableau suivant :

Etat de la saison	Valeur du SPI
Très sec	≤ -2
Sec	- 1,5 à -1,99
Modérément sec	- 1,0 à -1,49
Normale	-0,99 à 0,99
Modérément humide	1,0 à 1,49
Humide	1,5 à 1,99
Très humide	≥ 2

Janvier - Février - Mars 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	0,4	Normale
Bouaké		
Daloa	2,2	Très humide
Man		
Dimbokro	3,1	Très humide
Yamoussoukro		
Gagnoa	3,6	Très humide
Adiaké	0,1	Normale
Abidjan	0,2	Normale
Sassandra	0,2	Normale
San Pédro		
Tabou		

Février - Mars - Avril 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	1,1	Modérément humide
Bouaké		
Daloa	2,7	Très humide
Man		
Dimbokro	2,0	Très humide
Yamoussoukro		
Gagnoa	5,0	Très humide
Adiaké	0,1	Normale
Abidjan	-0,7	Normale
Sassandra	-0,6	Normale
San Pédro		
Tabou		

Mars - Avril - Mai 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	-0,2	Normale
Bouaké		
Daloa	2,3	Très humide
Man		
Dimbokro	0,9	Normale
Yamoussoukro		
Gagnoa	3,0	Très humide
Adiaké	0,0	Normale
Abidjan	-0,9	Normale
Sassandra	-0,5	Normale
San Pédro		
Tabou	-1,3	Modérément sec

Avril - Mai - Juin 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	-0,5	Normale
Bouaké		
Daloa	0,2	Normale
Man		
Dimbokro	0,3	Normale
Yamoussoukro		
Gagnoa	0,9	Normale
Adiaké	1,4	Modérément humide
Abidjan	0,2	Normale
Sassandra	-0,7	Normale
San Pédro		
Tabou	-1,3	Modérément sec

Mai - Juin - Juillet 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	-0,6	Normale
Bouaké		
Daloa	-1,0	Modérément sec
Man		
Dimbokro	+0,6	Normale
Yamoussoukro		
Gagnoa	-0,8	Normale
Adiaké	+2,1	Très humide
Abidjan	+0,4	Normale
Sassandra	-0,1	Normale
San Pédro		
Tabou	-0,8	Normale

Juin - Juillet - Août 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	-0,4	Normale
Bouaké		
Daloa	-1,4	Modérément sec
Man		
Dimbokro	-0,2	Normale
Yamoussoukro	+0,2	Normale
Gagnoa	-1,3	Modérément sec
Adiaké	+2,5	Très humide
Abidjan	+0,6	Normale
Sassandra	0,0	Normale
San Pédro	+0,7	Normale
Tabou	+0,1	Normale

Juillet - Août - Septembre 2009

Stations	Valeur du SPI	Description de la situation pluviométrique
Korhogo		
Odienné		
Bondoukou	-0,1	Normale
Bouaké		
Daloa	-1,4	Modérément sec
Man		
Dimbokro	-1,2	Modérément sec
Yamoussoukro	-0,8	Normale
Gagnoa	-1,1	Modérément sec
Adiaké	0,1	Normale
Abidjan	-0,5	Normale
Sassandra	0,0	Normale
San Pédro	0,0	Normale
Tabou	-0,4	Normale

Annexe 2. Prix sur les marchés

Prix des produits vivriers au Centre Ouest (Daloa)

	Prix moyen de janvier à août		
	2007	2008	2009
Banane Plantain	190	131	127
Maïs	263	188	131
Riz local	300	364	379
Riz importé	250	317	343

Prix des produits vivriers à l'Est (Abengourou)

	Prix moyen de janvier à août		
	2007	2008	2009
Banane Plantain	323	222	164
Maïs	327	307	300
Riz local	311	353	369
Riz importé	255	332	319

Prix des produits vivriers au Centre (Bouaké)

	Prix moyen de janvier à août		
	2007	2008	2009
Arachide décortiquée	438	403	403
Farine de maïs	150	203	221
Gasoil	501	628	531
Huile de palme	750	1 025	1 025
Huile raffinée	541	849	722
Igname Florido	122	129	89
Maïs grain	100	126	133
Manioc Doux	140	178	163
Pétrole	506	584	500
Poisson Appolo	793	879	819
Poisson Séché Magni	1 670	1 869	1 850
Riz importé (dénikassia)	231	320	359
Riz local blanchi	298	360	348
Viande de bœuf	1 191	1 363	1 488

Source PAM 2009

Prix moyens de Janvier à Août au Nord Ouest (Odienné)

	Prix moyen de janvier à août		
	2007	2008	2009
Arachide décortiquée	397	380	289
Farine de maïs	186	179	200
Gasoil	538	608	550
Huile de palme	613	777	725
Huile raffinée	656	856	775
Ignames Florido	93	119	132
Maïs grain	87	135	136
Manioc Doux	151	129	119
Pétrole	536	605	600
Poisson Appolo	1 016	947	1 000
Poisson Séché Magni	1 702	2 130	2 536
Riz importé (dénikassia)	267	373	319
Riz local blanchi	327	366	350
Viande de bœuf	963	1 084	1 125

Source PAM

Prix moyens de Janvier à Août à l'Ouest (Man)

	Prix moyen de janvier à août		
	2007	2008	2009
Arachide décortiquée	494	508	678
Farine de maïs	141	174	200
Gasoil	505	592	558
Huile de palme	467	538	581
Huile raffinée	639	816	809
Ignames Florido	156	140	163
Maïs grain	110	161	177
Manioc Doux	72	65	48
Pétrole	499	549	536
Poisson Appolo	758	784	844
Poisson Séché Magni	1 813	2 350	2 456
Riz importé (dénikassia)	248	325	316
Riz local blanchi	272	337	347
Viande de bœuf	1 277	1 381	1 481

Source PAM

Annexe 3 : BILAN ALIMENTAIRE EX-POST 2008

Produits	Disponibilité nationale	Besoins	Déficit/Excédent Brut	Import/Export	Déficit/Excédent Net	Disponibilité apparente par hbt			
	Total disponibilité	Total besoins		Solde		année	jour		
			Alim Hum		Energétiques	Protéines	Lipides		
			1000 tonnes métriques		Kg	Kcal	gr	gr	
-5	-11	-12	-17	-18	-19	-20	-21	-22	
1-Céréales	928	2 362	-1 169	1 246	77	98	950	24	7
2-Racines et tubercules	5 823	6 450	1 044	-	1 044	339	960	11	2
3- Oléagineux	504	1 686	190	-11	179	12	61	2	7
4-Légumineuses	37	-	-	-	-	-	-	-	-
5-Huiles végétales	357	252	226	-105	121	16	395	-	45
6-Fruits	2 134	1 342	817	-600	217	74	144	2	1
7- Poissons	41	113	-73	-	-73	2	4	1	0
8- Légumes	264	184	181	63	244	21	14	1	0
9-Sucre	942	2 258	-5	-	-5	9	91	0	-
10- Viande	244	93	276	24	301	19	88	9	5
11-Lait	31	119	-91	139	48	8	13	1	1
12- Œufs	26	28	0	-	0	1	5	0	0
13-Boissons	858	500	-37	21	-16	23	32	0	-
TOTAL							2 756	49	68

N°	NOMS ET PRENOMS	INSTITUTION ET DIRECTION	CONTACTS			Fonction
			CEL	TEL BUREAU	E-MAIL	
1	DJEA YAO Franck Armel	MINAGRI/DSDI	08 33 32 17	20 21 58 63	djea_franck@yahoo.fr	Chargé d'Etudes
3	KOUADIO KONAN	COFENABVI	02 03 55 89			Directeur Financier
4	KOUADIO Célestin	COFENABVI	02 03 56 13			Chargé du SIM
5	BAMBA Yacouba	COFENABVI	02 50 56 66			Sce doc NTTC
6	COULIBALY Salif	COFENABVI	01 38 24 45			Directeur Projet
7	OUATTARA DAOUDA	COFENABVI	02 03 56 14			DIR/CAB
8	BONI Roger	Fédérat° Ntle	01 13 76 40			Resp contentieux
10	André AFFRO	FAO		22 40 59 20	andrekouakou.affro@fao.org	Consultant National
11	KOUAME KOFFI Gabriel	MINAGRI/DSDI	05 94 38 16	20 33 53 66	koffi_gabriel@yahoo.fr	S/D DSDI
12	FOFANA LAMA	COFENABVI	01 42 23 10			Chargé d'Etudes
13	MIAN KODJENI Augustin	SODEXAM/DMN	06 16 21 33		miankodjenini@yahoo.fr	
14	SROHOROU Bernard	SODEXAM/DMN	05 77 44 31		srohoroub@yahoo.fr	
15	ALIOUNE KAMARA	SODEXAM/DMN	05 79 91 24		dockamos@yahoo.fr	
16	DJE KOUAKOU Bernard	SODEXAM/DMN	05 81 77 21		dje_kbernard2003@yahoo.fr	
17	GUEHI Goroza	SODEXAM/DMN	07 04 54 10		ggoroza@yahoo.fr	
18	KINDIA BONI Narcisse	SODEXAM/DMN	07 27 49 21		kingbonik@yahoo.fr	Chargé d'Etudes
19	QUENTIN LEGANO	NRC	05 47 76 74		pnfs@ivorycoast.nsc.ro	Manager Food sécurité
20	GILLES Maurice	SPIRUCI	01 61 62 59		gilles.maurice@sipiruci.org	Coord.pgm

21	TOURE Moustapha	PAM	05 89 95 40		moustapha.toure@cofp.org	Chargé de Programme
22	N'GOUAN ALIDA	PNN	07 55 44 76		algefr@yahoo.fr	A. Sécurité Alimentaire
23	CASSY Marius	UNICEF	05 01 14 87		mcassy@unicef.org	chargé NUT
24	COULIBALY Firmin	OCPV	07 77 13 53		firmincoulibaly@yahoo.fr	A SIM/CP
25	Gerard Eric	MERLIN		22 31 41 30	CD@MERLIN-UNICEF@CI.MISSION-ACF.ORG	
26	ROUBEX Isabelle	ACF	05 23 41 67		CDM@ci.Mission-ACF.org	CDM
27	GENOT Luc	FAO	06 66 08 90		luc.genot@fao.org	Coordonnateur Adjoint
28	ADOM Kama	FAO				Assistant
29	KOUASSI Gaston	MINAGRI/DPVCQ	08 12 86 72	20 21 55 47	nsangaston@yahoo.fr	Inspecteur phytosanitaire
30	OCHOU Ochou Germain	CNRA	01 03 44 77		germain.ochou@cnra.ci	Coordonnateur Scientifique
31	BONSON BOUADON	FAO/UCU	08 65 44 14		bouadou.bonson@fao.org	Consultant National
32	BAMSIE Roger	DPP/MIPARH	07 77 00 73	20 21 52 58	bamssierg@yahoo	Sous-Directeur des Statistiques
33	BROU Landry	FAO	07 33 95 34		landry.brou@yahoo.fr	Assistant
34	BEDA SEKA	ANADER	01 05 08 26			Chef de Zone
35	GNADE Sonia Melaine	ANADER	02 50 84 81			ADR
36	GUEI MAYE Franck	MINAGRI/AGBOVILLE	08 81 45 36		kpalaizo@yahoo.fr	Chef de Service
37	KOUADIO KOFFI Julien	DR	07 60 37 50			DR
38	BEKET ENANTOUE Pierre	DHAA	05 49 04 67			
39	GNANDJI Danielle	DHAA	07 88 30 55			
40	ZEAN Jean Pierre	MINAGRI/DSDI	05 71 50 22	20 21 58 63	jpzean25@yahoo.fr	Chargé d'Etudes
41	KOUAME MALAN YOBOUA	MINAGRI/DSDI	07 45 16 35	20 21 58 63	kouameyoboua@yahoo.fr	Chargé d'Etudes
42	ANON Bertin	MINAGRI/DPAD	07 68 71 94	20 22 59 52	anonbertin@yahoo.fr	
43	OULAI Bonaventure	DPP/MIPARH	02 99 99 05		bona1235@yahoo.fr	
44	DJAKARIYA Coulibaly	DPP/MIPARH	05 77 15 73	20 21 94 62	djiakaniya@yahoo.fr	
45	Mme CONDE Toure Dienabou	MINGRI/DGPDA	07 00 00 19	20 21 41 77		Directeur Général des Productions et de la Diversification agricoles